

LASER EMPLOI AUVERGNE - Association Intermediaire

Groupement d'employeurs

20 Avenue Meunier
03000 MOULINS

Siren : 400.580.841

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

LASER EMPLOI AUVERGNE - Association Intermediaire
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **LASER EMPLOI AUVERGNE – Association Intermédiaire** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} janvier 2025** à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2.3 de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative au règlement ANC 2022-06 conduisant à une modification du plan comptable général.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif de l'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Démarche de l'audit

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chamalières, le 22 juin 2026

Le commissaire aux comptes

SAS ORDINIS



François HOSPITAL



BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

ACTIF	2025			2024	PASSIF	2025	2024
	BRUT	AMORTISS. PROVISIONS	NET				
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>					<u>FONDS PROPRES</u>		
- Immobilisations incorporelles	22 361,16	22 361,16			- Réserve générale	3 634 246,89	3 030 010,94
- Immobilisations corporelles	250 131,66	128 400,28	121 731,38	131 868,40	- Résultat de l'exercice	630 960,55	604 235,95
- Immobilisations financières	97 243,64		97 243,64	81 390,38	- Subvention d'investissement		
TOTAL	369 736,46	150 761,44	218 975,02	213 258,78	TOTAL	4 265 207,44	3 634 246,89
<u>ACTIF CIRCULANT</u>					<u>PROVISIONS P/RISQUES & CHARGES</u>		
- Avances & acomptes s/commandes					<u>DETTES</u>		
- Créances					- Emprunt et dettes financières		
.Créances clients	725 134,68	2 073,22	723 061,46	616 746,10	- Dettes fournisseurs	42 657,37	105 800,87
.Créances diverses	167 143,41		167 143,41	87 427,87	- Dettes fiscales et sociales	404 909,94	401 838,59
- Disponibilités	3 614 316,84		3 614 316,84	3 235 207,79	- Dettes diverses	10 721,98	10 854,19
<u>CHARGES CONSTATEES D AVANCE</u>				100,00	<u>PRODUITS CONSTATES D AVANCE</u>		
TOTAL	4 506 594,93	2 073,22	4 504 521,71	3 939 481,76	TOTAL	458 289,29	518 493,65
TOTAL GENERAL	4 876 331,39	152 834,66	4 723 496,73	4 152 740,54	TOTAL GENERAL	4 723 496,73	4 152 740,54

**COMPTE DE RESULTAT**

CHARGES	2025	2024	PRODUITS	2025	2024
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>			<u>PRODUITS D' EXPLOITATION</u>		
- Achat de matières consommables			- Production vendue	5 505 446,25	5 440 641,07
- Autres achats et charges externes	1 022 282,90	1 097 568,35	- Divers	9 591,00	
- Impôts, taxes et vers. assimilés	219 172,54	216 894,80	- Subventions d'exploitation	257 864,80	268 234,90
- Salaires et traitements	3 522 141,71	3 492 537,32	- Autres produits	16 157,86	9 717,54
- Charges sociales	438 760,98	447 512,49	- Reprise sur provisions	3 413,31	42 485,10
- Dotation aux amortissements & aux provisions	14 837,02	19 470,64	- Transfert de charges		39 873,30
- Autres charges	5 848,69	1 218,24			
TOTAL	5 223 043,84	5 275 201,84	TOTAL	5 792 473,22	5 800 951,91
<u>CHARGES FINANCIERES</u>			<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
TOTAL			TOTAL	80 373,17	86 452,42
				80 373,17	86 452,42
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>			<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
- Sur opération de gestion		373,80	- Sur opération de gestion		
- Sur exercices antérieurs		319,02	- Sur exercices antérieurs		12 871,28
TOTAL		692,82	TOTAL		12 871,28
<u>IMPOTS SUR LES BENEFICES</u>	18 842,00	20 145,00			
TOTAL	18 842,00	20 145,00			
<u>TOTAL DES CHARGES</u>	5 241 885,84	5 296 039,66	<u>TOTAL DES PRODUITS</u>	5 872 846,39	5 900 275,61
<u>SOLDE CREDITEUR - EXCEDENT</u>	630 960,55	604 235,95	<u>SOLDE DEBITEUR - PERTE</u>		
<u>TOTAL GENERAL</u>	5 872 846,39	5 900 275,61	<u>TOTAL GENERAL</u>	5 872 846,39	5 900 275,61

ANNEXE



1.	INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE.....	2
1.1.	Description de l'objet social.....	2
1.2.	Activités ou mission sociales.....	2
1.3.	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture.....	2
1.4.	Continuité d'exploitation.....	2
2.	REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	3
2.1.	Base de préparation des comptes sociaux	3
2.2.	Méthodes.....	3
2.3.	Changements de règles et méthodes comptables.....	3
2.4.	Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé.....	6
2.5.	Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :	9
2.6.	Information sur les fonds propres et tableau de variation :	9
2.7.	Information sur les provisions pour risques et charges :	10
2.8.	Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :	10
2.9.	Informations sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégorie d'autorités administratives.....	10
2.10.	Informations sur les ressources de l'exercice.....	10
2.11.	Précisions sur la nature, le montant et le traitement des dépenses étalées sur plusieurs exercices	11
2.12.	Honoraires du commissaire aux comptes	11
2.13.	Informations relatives aux contributions volontaires en nature.....	11
3.	AUTRES INFORMATIONS	12
3.1.	Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan ; engagements financiers donnés ou reçus, engagements pris en matière de crédit-bail,.....	12
3.2.	Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie.....	12

1. INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE



Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 4 723 496,73 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 630 960.55 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

1.1. Description de l'objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Embaucher des personnes dépourvues d'emploi et éprouvant des difficultés d'insertion pour les mettre, à titre onéreux, à la disposition de personnes physiques ou morales.
- Assurer des missions d'intérim auprès d'entreprises du secteur agricole, Organisations Professionnelles Agricoles ou Collectivités Locales et de tout autre type d'Entreprise, services aux particuliers.

1.2. Activités ou mission sociales

LASER AI est une association intermédiaire conventionnée avec l'état, et agréée services à la personne.

Elle s'adresse aussi bien à des particuliers qu'aux professionnels sur le secteur de l'Allier et du Puy de Dôme.

L'association s'appuie des salariés permanents et des salariés en insertion.

Les principales activités sont : Travail en Intérim- Mise à disposition de ressources humaines.

1.3. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

Evènements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

1.4. Continuité d'exploitation

Les comptes ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation, aucune incertitude significative n'ayant été identifiée à la date d'arrêté des comptes.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 05 décembre 2018, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Conformément aux dispositions de l'article 112-4, l'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Toute information non significative, ou non expressément prévue par un texte, n'est pas présentée.

2.2. Méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2.3. Changements de règles et méthodes comptables

Changement de réglementation

- ✓ **Première application du Règlement comptable ANC 2022-06, modifiant le Plan Comptable Général.**

Ce changement de méthode s'applique à compter de la date d'ouverture de l'exercice. Son application est en effet obligatoire pour les exercices comptables ouverts à compter du 1er janvier 2025.

S'agissant d'un changement de réglementation, il s'impose à l'entité.

Aucun retraitement n'est intervenu sur les comptes des exercices antérieurs.

Les principales incidences de ce changement de présentation sont décrites dans les paragraphes suivants, et un tableau récapitulatif des enjeux financiers est présenté ensuite.

Incidence sur les produits et charges exceptionnels

Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024, sur les deux seules lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

Par ailleurs, une nouvelle définition de ces produits et charges a été retenue par l'Autorité de normalisation comptable. A compter du 1^{er} janvier 2025, sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel. Les écritures

comptables d'origine purement fiscale, telles que définies et prévues par les règlements de l'Autorité des normes comptables, restent comptabilisées en résultat exceptionnel. De même restent inscrits en résultat exceptionnel les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales, ou les corrections d'erreurs sauf lorsqu'il s'agit de corriger une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres.

Incidence de la suppression de la technique des transferts de charges

Les transferts de charges d'exploitation constatés dans le compte de résultat de 2024 sont présentés dans la colonne comparative 2024 dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions »

Désormais, les opérations antérieurement constatées en transferts de charges connaissent désormais le traitement comptable suivant :

- Remboursements de frais de personnel comptabilisés au crédit des charges de personnel en 2025 ;
- Frais d'émission d'emprunt 2025 comptabilisés directement à l'actif du bilan ;
- Refacturations auprès d'entités liées ou de locataires comptabilisées en prestations de services ;
- Avantages en nature, comptabilisés au crédit des charges de personnel en 2025 ;
- Remboursement d'assurance, comptabilisés en diminution des charges d'entretien et réparation en 2025.

Incidence sur les cessions d'actifs

Les produits et charges liées aux cessions d'actifs incorporels et corporels sont désormais classées au niveau du résultat d'exploitation, en remplacement du résultat exceptionnel.

Les produits et charges liées aux cessions d'actifs financiers sont désormais classées au niveau du résultat financier, en remplacement du résultat exceptionnel.

Les charges et produits liés à des cessions d'actifs incorporels, corporels et financiers demeurent présentés dans le résultat exceptionnel dans la colonne comparative 2024 du compte de résultat 2025, l'application des dispositions du Règlement et notamment la nouvelle définition du résultat exceptionnel n'étant pas d'application rétrospective.

Incidence sur la quote-part de reprise des subventions d'investissement

La quote-part de reprise des subventions d'investissement virée au résultat est désormais classée au niveau du résultat d'exploitation, alors qu'elle était présentée dans le résultat exceptionnel préalablement à l'application du Règlement.

La quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice 2024 demeure présentée en résultat exceptionnel dans la colonne comparative 2024 du compte de résultat 2025, l'application des dispositions du Règlement, et notamment la nouvelle définition du résultat exceptionnel n'étant pas d'application rétrospective.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont classés directement à l'actif du bilan.

Auparavant, ils faisaient l'objet d'un enregistrement en charges, puis d'un reclassement à l'actif du bilan en contrepartie d'un transfert de charges.

L'amortissement des frais d'émission des emprunts est présenté dans le résultat financier (alors qu'elle aurait été classée dans le résultat d'exploitation préalablement à l'application du Règlement).

Nature	Classement 2025	Montant 2025	Classement 2024	Montant 2024
Remboursements de frais de personnel	Minoration des charges de personnel	34 655,15	Transfert de charges d'exploitation	39 873,30
Refacturations auprès d'entités liées ou de locataires	Prestations vendues		Transfert de charges d'exploitation	
cotisations adherents	Prestations vendues	9 591,00	autres produits	9 677,00
Remboursements d'assurance	Autres Produits		Transfert de charges d'exploitation	
Produits de cessions d'actifs incorporels et corporels	Rubrique des produits d'exploitation		Rubrique des produits exceptionnels	
Charges de cessions d'actifs incorporels et corporels	Rubrique des charges d'exploitation		Rubrique des charges exceptionnelles	
Produits de cessions d'actifs financiers	Rubrique des produits financiers		Rubrique des produits exceptionnels	
Charges de cessions d'actifs financiers	Rubrique des charges financières		Rubrique des charges exceptionnelles	
Quote-part de reprise des subventions d'investissement virée au résultat	Inclus dans les subventions d'exploitation		Rubrique des produits exceptionnels	
Frais d'émission d'emprunts	Directement à l'actif		Transfert de charges d'exploitation	
Amortissement des frais d'émission d'emprunt	Inclus dans les dotations aux amortissements d'exploitation		Inclus dans les dotations financières	

2.4. Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.



Etat de l'actif immobilisé :

Rubriques \ Situations et mouvements	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations				
		VIREMENTS : De poste à poste	VIREMENTS : Provenant de l'actif circulant	ENTRÉES : Acquisitions	ENTRÉES : Apports	ENTRÉES : Créations
Immobilisations incorporelles :						
<i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>	22 361,16					
Total Immobilisations incorporelles	22 361,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles :						
<i>Terrains</i>	16 650,00					
Immobilisations corporelles :						
<i>Bâtiments</i>	149 850,00					
Immobilisations corporelles :						
<i>Installations et agencements batiments</i>	14 653,49					
Immobilisations corporelles :						
<i>Installations et agencements batiments</i>	940,85					
Immobilisations corporelles :						
<i>Matériel de transport</i>	7 109,61			3 200,00		
Immobilisations corporelles :						
<i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>	22 892,42					
Immobilisations corporelles :						
<i>Mobilier</i>	19 187,21					
Immobilisations corporelles :						
<i>Autres - pièges</i>	14 148,08			1 500,00		
Total Immobilisations corporelles	245 431,66	0,00	0,00	4 700,00	0,00	0,00
Immobilisations financières :						
<i>Cautions</i>	102,85					
Immobilisations financières :						
<i>Participation à l'effort de construction</i>	81 390,38			15 853,26		
Total Immobilisations financières	81 493,23	0,00	0,00	15 853,26	0,00	0,00
TOTAL	349 286,05	0,00	0,00	20 553,26	0,00	0,00

Rubriques Situations et mouvements	Diminutions					Montant brut à la clôture de l'exercice
	VIREMENTS : De poste à poste	VIREMENTS : À destination de l'actif circulant	SORTIES : Cessions	SORTIES : Scissions	SORTIES : Mises hors service	
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>						22 361,16
Total Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 361,16
Immobilisations corporelles : <i>Terrains</i>						16 650,00
Immobilisations corporelles : <i>Bâtiments</i>						149 850,00
Immobilisations corporelles : <i>Installations et agencements batiments</i>						14 653,49
Immobilisations corporelles : <i>Installations et agencements batiments</i>						940,85
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>						10 309,61
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>						22 892,42
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>						19 187,21
Immobilisations corporelles : <i>Autres - pièges</i>						15 648,08
Total Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 131,66
Immobilisations financières : <i>Cautions</i>					102,85	0,00
Immobilisations financières : <i>Participation à l'effort de construction</i>						97 243,64
Total Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	102,85	97 243,64
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	102,85	369 736,46



Etat des amortissements

Rubriques / Situations et mouvements	Durée	Mode	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice				Diminutions			Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
				Compléments liés à une réévaluation	Sur les éléments amortis selon le mode linéaire	Sur les éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service	
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>			22 361,16								22 361,16
Total Immobilisations incorporelles			22 361,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 361,16
Immobilisations corporelles : <i>Terrains</i>											0,00
Immobilisations corporelles : <i>Bâtiments</i>			42 259,07		9 990,00						52 249,07
Immobilisations corporelles : <i>Installations et agencements batiments</i>			10 763,08		2 859,62						13 622,70
Immobilisations corporelles : <i>Installations et agencements batiments</i>			940,85								940,85
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>			7 109,61		376,99						7 486,60
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>			22 578,38		314,04						22 892,42
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>			15 871,04		599,79						16 470,83
Immobilisations corporelles : <i>Divers - pièges</i>			14 041,23		696,58						14 737,81
Total Immobilisations corporelles			113 563,26	0,00	14 837,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 400,28
Total			135 924,42	0,00	14 837,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 761,44

Etat des dépréciations :

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle estimée (la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage).

Tableau des dépréciations :	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles : <i>Concessions et droits similaires, brevets, licence, marque</i>	22 361,16			22 361,16
Immobilisations corporelles : <i>Bâtiments</i>	42 259,07	9 990,00		52 249,07
Immobilisations corporelles : <i>Installations et agencements</i>	11 703,93	2 859,62		14 563,55
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de transport</i>	7 109,61	376,99		7 486,60
Immobilisations corporelles : <i>Matériel de bureau et matériel informatique</i>	22 578,38	314,04		22 892,42
Immobilisations corporelles : <i>Mobilier</i>	15 871,04	599,79		16 470,83
Immobilisations corporelles : <i>Divers - pièges</i>	14 041,23	696,58		14 737,81
Créances : Clients douteux	5 486,53		3 413,31	2 073,22
Total	141 410,95	14 837,02	3 413,31	152 834,66

2.5. Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Avances et acomptes			
Créances clients	725 134,68	725 134,68	
Etats et collectivité publiques	167 143,41	167 143,41	
Autres créances			
Total	892 278,09	892 278,09	0,00

2.6. Information sur les fonds propres et tableau de variation :

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					0,00
Fonds propres avec droit de reprise					0,00
Écarts de réévaluation					0,00
Réserves	3 030 010,94	604 235,95			3 634 246,89
Report à nouveau					0,00
Excédent ou déficit de l'exercice	630 960,55				630 960,55
SITUATION NETTE					0,00
Fonds propres consommables					0,00
Subventions d'investissement					0,00
Provisions réglementées					0,00
TOTAL	3 660 971,49	604 235,95	0,00	0,00	4 265 207,44

2.7. Information sur les provisions pour risques et charges :

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises utilisées	Diminutions : reprises non-utilisées	Montant à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques					0
Provisions pour charges					0
Total	0	0	0	0	0

2.8. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts				
Fournisseurs et comptes rattachés	42 657,37			
Personnel et comptes rattachés	241 920,14			
Sécurité Sociales et autres organismes	125 929,66			
Etat et autres collectivités publiques	37 060,14			
Autres dettes	10 721,98			
Produits constatés d'avance				
Total	458 289,29	0,00	0,00	0,00

2.9. Informations sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégorie d'autorités administratives

Concours publics

Financeurs	Montant de la subvention
DRFIP - Accompagnement	257 864,80

2.10. Informations sur les ressources de l'exercice

Ressources de l'exercice

Typologie de produits	Montant
Prestation de services	5 515 037,25

2.11. Précisions sur la nature, le montant et le traitement des dépenses étalées sur plusieurs exercices



Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	788,56
Créances fiscales et sociales	595,36
Autres créances	55 945,83
Disponibilités	
Total	57 329,75

Produits Constatés d'avance	Montant
Exploitation	
Financier	
Exceptionnel	
Total	0,00

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	15 878,74
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	10 360,85
Total	26 239,59

Charges constatées d'avance	Montant
Exploitation	
Financier	
Exceptionnel	
Total	0,00

2.12. Honoraires du commissaire aux comptes

Informations sur les honoraires du commissaire aux comptes en distinguant :

- La mission de certification des comptes
- Autres missions

2.13. Informations relatives aux contributions volontaires en nature

Si non comptabilisées :

Aucune information significative à mentionner concernant des contributions volontaires non comptabilisées.

Si comptabilisées :

Modalité de recensement, quantification et valorisation des contributions

3. AUTRES INFORMATIONS



3.1. Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan ; engagements financiers donnés ou reçus, engagements pris en matière de crédit-bail,

Engagements hors bilan

Catégorie d'engagements	Montant à la clôture de l'exercice
Avals, cautionnements et garanties	
Sûretés reçues	
Sûretés données	
Créances cédées non échues	
Cessions de créances Dailly et affacturage	
Garanties d'actif et de passif	
Clauses de retour à meilleure fortune	
Portage et autres engagements sur titres	
Engagements consentis de manière conditionnelle	
Engagements de retraite et avantages similaires	
Autres engagements	

Engagements de crédit-bail

Catégorie d'immobilisation	Valeur signature contrat	Coût d'entrée de l'actif	Dotations aux amortissements théoriques de l'exercice	Dotations aux amortissements théoriques cumulées	Valeur nette	
Catégorie 1						
Catégorie 2						
Total	0	0	0	0		
	Redevances payées de l'exercice	Redevances payées cumulées	Redevances à payer à moins d'un an	Redevances à payer de un à cinq ans	Redevances à payer à plus de cinq ans	Prix d'achat résiduel
Catégorie 1						
Catégorie 2						
Total	0	0	0	0	0	

3.2. Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie

Répartition des effectifs par catégorie	
	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	990
Employés, techniciens, agents de maîtrise	
Cadres et ingénieurs	
Total	990